Le Conseil,

Vu le rapport du 7 septembre 1999, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Le conseil de Communauté du 20 avril 1998 a décidé de programmer la réalisation des parcs de stationnement suivants :

- Grande Côte - pentes de la Croix-Rousse à Lyon 1er,
- Benoît Crépu - Vieux Lyon à Lyon 5°,
- Perrache-sud à Lyon 2°,
- Roquette-Vaise à Lyon 9°, au regard des résultats des aménagements provisoires,
- Moncey à Lyon 3°, éventuellement complété par un ou plusieurs parcs qu'il apparaîtrait nécessaire de réaliser sur la rive gauche du Rhône pour prendre en compte les projets des bas-ports et du tramway,
- Oullins centre, assorti d'un contrôle du stationnement sur la voirie,
- place de la Croix-Rousse à Lyon 4°, au vu des résultats des études techniques et économiques,
- Villeurbanne centre.

Le conseil de Communauté a décidé de lancer la procédure de délégation des parcs Benoît Crépu et Perrache-sud le 25 mai, et celle des parcs Moncey, Fosse aux Ours et Saint Just le 16 novembre 1998.

En application des décisions prises, le présent rapport vous propose la création d'un parc public de stationnement, programmé au titre de Villeurbanne centre et situé 37, rue Paul Verlaine (dit parc Atlas) et la reprise de la gestion du parc (dit parc Verlaine) sis au 28, rue Clément Michu (entrée rue Verlaine).

Opportunité d'aménagement d'un parc public de stationnement

Le parc Verlaine existant est géré par la commune de Villeurbanne. Il accueille des résidents et des usagers horaires. Ce parc, grâce à sa configuration, se prête à un fonctionnement horaire.

Par ailleurs, la commune de Villeurbanne s'est rendue acquéreur de l'ancien garage Atlas avec l'intention de l'aménager en parc de stationnement pour répondre aux problèmes que les résidents du quartier de la mairie connaissent dans ce secteur.

En effet, les rues environnantes, la place Chanoine Boursier et le parc Verlaine étant saturés dans la journée, les résidents de ce quartier, où la plupart des immeubles ne disposent pas de garages, ont beaucoup de difficultés pour garer les véhicules.

Le parc Verlaine se prêtant mieux que le parc Atlas à un fonctionnement horaire, il est donc proposé de gérer les deux parcs comme un seul en spécialisant le parc Atlas pour les résidents et Verlaine pour les usagers horaires.

Le garage Atlas, ainsi reconverti en parc de stationnement de 200 places environ pour résidents, pourrait accueillir les abonnés du parc Verlaine, permettant à celui-ci d'offrir la totalité de ses 210 places au stationnement de courte durée.

En raison de leur spécialisation et de leur proximité immédiate, il est proposé de ne faire qu'une seule opération de délégation de service public pour l'ensemble des deux parcs.

Compte tenu de la compétence de la Communauté urbaine en matière de parcs de stationnement, la commune de Villeurbanne pourrait vendre le garage Atlas et céder gratuitement le parc Verlaine à la Communauté.

Celle-ci pourrait alors confier l'aménagement du garage Atlas et l'exploitation des deux parcs à un concessionnaire.

Cette solution présenterait l'avantage de la simplicité et permettrait à la collectivité d'imposer au délégataire des règles d'accès aux parcs correspondant à leur vocation, en cohérence avec les orientations du plan des déplacements urbains.

Détermination du cadre de mise en œuvre du projet

La satisfaction des besoins de stationnement dans un but d'intérêt général et d'utilité publique par la réalisation d'un aménagement spécial sur le domaine public de la collectivité confère au projet la fonction de service public à caractère industriel et commercial.

Dans le cadre de sa compétence en matière de parcs publics de stationnement, il est proposé que la Communauté urbaine prenne en compte l'aménagement et la gestion de ces ouvrages.

Il est proposé que la Communauté urbaine n'exerce pas en régie sa compétence légale en matière de construction et d'exploitation de parc de stationnement, mais intervienne à travers une délégation de service public pour la mise en œuvre du projet en utilisant au maximum les ressources issues de l'initiative privée dans ce domaine.

Pour appliquer une politique tarifaire conforme aux orientations du plan des déplacements urbains (PDU), et permettre d'atteindre l'objectif vis-à-vis des résidents, il est nécessaire d'imposer au délégataire un tarif maximum d'abonnement permanent compatible avec les prix du marché et acceptable par ceux-ci.

Cette contrainte particulière devrait être compensée par les recettes provenant des usagers du stationnement horaire.

Cependant, au cas où l'équilibre financier ne serait pas atteint et, conformément aux stipulations de l'article L 2224-2 du code général des collectivités territoriales, le budget de ce service public à caractère industriel et commercial pourrait être équilibré par une subvention d'équipement de la collectivité dont le montant serait défini dans le cadre de la procédure de choix du délégataire.

La charge de cette subvention serait à répartir entre les collectivités concernées par le projet, commune de Villeurbanne et Communauté urbaine, selon des modalités à définir ultérieurement.

La mise en œuvre de ce projet implique l'engagement par le conseil de Communauté d'une procédure de mise en concurrence, conformément à la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (loi Sapin).

En conséquence, le présent rapport a pour objet de proposer le principe de la délégation de service public et de définir les modalités de la procédure de désignation du délégataire.

Contenu et modalités de la procédure de désignation du délégataire

La durée de la délégation serait déterminée par la Communauté urbaine en fonction des prestations proposées par le délégataire et de la durée d'amortissement des installations construites.

La Communauté urbaine conserverait la faculté de renoncer à l'opération au vu des réponses des concurrents et du coût d'ensemble du projet ;

B - Propose de délibérer comme suit, compte tenu de l'intérêt d'apporter une solution au problème de stationnement dans le quartier de la mairie de Villeurbanne ;

Vu ledit dossier ;

Vu ses délibérations en date des 25 mai et 16 novembre 1998 et 20 avril 1999 ;

Vu l'article L 2224-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (loi Sapin) ;

Oùï l'avis de sa commission déplacements et voirie ;

DELIBERE

1° - Décide du principe de la délégation des parcs publics de stationnement situés rue Paul Verlaine à Villeurbanne, concession pour le parc Atlas et affermage pour le parc Verlaine.

2° - Autorise monsieur le président à :

a) - lancer la procédure de publicité et, si besoin est, à négocier avec les candidats, après avis de la commission de délégation de service public, les propositions recueillies à la suite de la mise en concurrence, étant entendu que la délégation définitive fera l'objet d'une délibération ultérieure,

b) - négocier avec la commune de Villeurbanne, au vu du résultat de cette consultation, les modalités de cession du bâtiment Atlas et du parc Verlaine et la répartition de l'éventuelle subvention d'équipement qui sera nécessaire à l'équilibre financier de la délégation.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,